

Comment pouvait-on être indochinois ?

Blaise TRUONG-LOÏ

Il est aujourd'hui incongru d'imaginer un Vietnamien se définir comme « indochinois ». Pourtant, le territoire colonial a longtemps servi de cadre à l'expression de l'identité nationale Viet. Ce phénomène n'illustre pas tant l'efficacité de l'éducation dispensée dans les écoles de l'Empire français que le caractère négocié de la colonisation en Asie. Retour sur un classique.

Recensé : Christopher E. Goscha, *Indochine ou Vietnam*, Paris, Vendémiaire, 2015, traduit de l'anglais par Agathe Larcher (première édition en langue anglaise en 1995), 188 p., 18 €.

En 1945, un groupe communiste du Sud-Vietnam expliquait que les cinq pointes de l'étoile ornant le drapeau du Viet-Minh figuraient « les cinq pays de la Fédération Indochinoise libérés sous la direction de la nation vietnamienne ». L'anecdote n'a pas seulement le goût suranné propre à l'atmosphère fiévreuse de la décolonisation. Elle illustre, pour Christopher Goscha, la force performative qu'eurent pendant longtemps dans le Sud-Est asiatique les catégories forgées par plusieurs décennies de colonisation française, au premier rang desquelles le concept même d'Indochine. Les indépendantistes, qu'ils soient nationalistes ou communistes, n'étaient en effet pas nécessairement hostiles au référent indochinois, allant jusqu'à parfois en faire le cadre territorial privilégié de leur futur État autonome. Plus encore, si certains colonisés voyaient bien leur statut d'indochinois comme une infamie marquée du sceau de l'impérialisme, d'autres en firent un élément central de leur identité, qu'ils revendiquèrent avec fierté. Le contemporain habitué à considérer le Vietnam comme l'incarnation d'une entité politique et culturelle précoloniale ayant résisté à l'agression d'une force extérieure est ainsi amené à se demander : mais comment pouvait-on donc être indochinois ?

Professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et spécialiste reconnu de l'histoire contemporaine du Vietnam, Christopher Goscha ne cherche pas au travers de cette question à « entreprendre une énième diatribe idéologique ou mémorielle pour ou contre le bien-fondé de la 'colonisation française' ou du 'communisme vietnamien' » (p. 157-158). Cette persistance d'un référent colonial en discordance avec la mémoire officielle de la période de sujétion mène davantage l'auteur de la *Penguin History of Modern Vietnam* à revenir sur « la complexité de la rencontre coloniale [et à la décortiquer] sur la base d'un travail d'historien » (*ibid.*).

L'usage que firent certains indépendantistes vietnamiens du référent indochinois n'est en effet que le point de départ d'une brève mais passionnante enquête consacrée au caractère négocié de la domination française en Asie du Sud-Est. *Indochine ou Vietnam*, dont les

« interactions coloniales » (p. 7) constituent l'objet d'étude central, était l'une des premières œuvres de C. Goscha. S'il a fallu attendre tout juste vingt ans pour en obtenir une (excellente) traduction, le propos n'a rien perdu de sa force. Il parvient à rendre concrets des propos trop souvent abstraits, tant sur « l'agency » (i.e. la « capacité d'agir ») des colonisés que sur la récupération par les colonisateurs de certaines configurations régionales à des fins d'expansion impériale.

L'Indochine, une création commune à géométrie variable

Pour assurer la pérennité de leurs conquêtes en Asie du Sud-Est, les administrateurs français des années 1880 durent rapidement convaincre les populations locales que la création indochinoise se faisait dans leur plus grand intérêt. Dans cette région marquée par une forte tradition bureaucratique et où le projet d'une colonie de peuplement ne fut jamais sérieusement envisagé, les colonisateurs durent, plus qu'ailleurs, s'attacher les faveurs des indigènes. Pour que les emplois subalternes de l'administration ne restent pas vacants, les Français s'appuyèrent notamment sur le dynamisme de la nation Viet. En forte expansion depuis le début du XIXe siècle, cette dernière s'était toutefois trouvée entravée au nord par le dédain chinois et à l'ouest par la résistance siamoise. Les Français eurent alors beau jeu d'insister sur le fait que l'Union Indochinoise, créée en 1887, « marquait moins une rupture avec le passé qu'une continuité avec l'avenir impérial du Dai Nam [« État impérial du Sud », nom donné par les Nguyen à leur empire en 1838] » (p. 22). Objets de rivalités entre Hué et Bangkok pendant des décennies, le Laos et le Cambodge n'étaient-ils pas enfin rattachés à un grand ensemble unifié, où les Viets jouaient un rôle de premier plan ?

Arrivé à ce stade, l'ouvrage de Christopher Goscha ne se contente pas d'une étude des discours coloniaux vantant auprès des indigènes les mérites de l'association franco-annamite. Il montre comment cette dernière se construisit sur le terrain, par un ensemble de dispositifs particulièrement concrets. En Annam, les nombreuses projections de films sur le patrimoine cambodgien et les cours d'histoire dispensés dans les écoles coloniales pour valoriser l'attachement séculaire des peuples Laos et Khmers aux Viets contribuèrent à créer une identité d'échelle indochinoise. Dans ce processus, les mobilités spatiales jouèrent également un rôle crucial. Sur les routes construites par le colonisateur circulaient en effet les différents Annamites associés à la bonne marche de l'Union. Travailleurs des plantations d'Hévéa en Indochine du Sud, employés des bureaux administratifs de Phnom-Penh ou instituteurs des écoles laotiennes : tous utilisaient le nouveau réseau ferré ou routier qui contribuait à faire de l'économie et de l'administration indochinoises des systèmes cohérents. Et tous appréciaient nouvellement les distances de ces trajets grâce aux bornes kilométriques, dispositifs d'objectivation modifiant le rapport à l'espace. Il n'est donc pas si étrange de concevoir que des Annamites purent se penser Indochinois et aller, en 1938, jusqu'à demander aux autorités françaises d'accélérer le développement du Laos pour l'ouvrir plus encore à la « colonisation annamite ». N'était-ce pas le Dai Nam qui trouvait là une réalité tangible ? Dans le sillage d'un Benedict Anderson, C. Goscha met ainsi au jour une culture matérielle coloniale propice à la formation d'une communauté imaginée à l'échelle de l'Indochine.

Cet horizon commun n'était pas, loin s'en faut, l'apanage des collaborateurs vietnamiens du colonisateur français. Preuve en est son utilisation, au lendemain de la Première Guerre mondiale par les différents acteurs demandant une inflexion de la politique française vers davantage d'autonomie interne. Les *Revendications du peuple Annamite* d'Ho-Chi Minh, publiées en 1919, en sont l'exemple type. Elles commençaient ainsi : « Le peuple

de l'Ancien Empire d'Annam, aujourd'hui l'Indochine Française, présente aux nobles gouvernants... »

Pour autant, cette récupération des arguments coloniaux et du passé du Dai Nam n'allait pas sans susciter de vives discussions, qui se cristallisèrent au cours des années 1930 dans ce que C. Goscha nomme « le grand débat indochinois ». Moment d'intenses palabres quant à la forme que devait recouvrir l'État indochinois, celui-ci révèle les profondes lignes de faille qui agitaient les différents groupes nationalistes de l'époque.

Ceux favorables à une collaboration d'égal à égal entre Français et Indochinois au sein d'un État remanié furent les premiers à se déchirer. D'un côté, les partisans de Pham Quynh promouvaient un système fédéral, qu'ils croyaient seul capable de permettre la réunification des trois Ky (Cochinchine, Annam, Tonkin) et, partant, la renaissance du Dai-Nam. Grâce à celle-ci, les Annamites pourraient, enfin, véritablement régner sur les Laos et les Khmers. Pour les soutiens d'Nguyen Van Vinh, un tel objectif était bien trop utopique. Il fallait plutôt privilégier une administration directe favorisant l'émergence d'une communauté résolument indochinoise, car les Annamites n'obtiendraient leur autonomie qu'à condition de se repenser comme Indochinois.

Ces hésitations quant au sens politique à donner au terme d'Indochine apparaissent toutefois comme peu de choses au vu des tensions plus profondes qui animaient sur le même sujet les factions révolutionnaires. Qu'elles soient nationalistes ou communistes, toutes hésitaient quant à l'échelle géographique à donner à leur action. Dans le sillage du VNQD, créé au début de l'année 1928, une frange croissante des adversaires farouches au colonialisme français se mit à rejeter le cadre indochinois au nom de sa filiation coloniale. Les contours de l'État postcolonial que ces nationalistes appelaient de leurs vœux étaient « vietnamiens » (terme qui, historiquement, n'était pourtant que la traduction du nom donné par les Chinois à l'État Viet – Yueh-Nan – et qui, jugé trop péjoratif avait poussé les Nguyen à y préférer le terme de « Dai Nam »). Ainsi naquit le courant qui réussit à imposer sa ligne au moment de l'indépendance. Pour autant, Christopher Goscha nous met en garde contre tout anachronisme. Si ce courant du nationalisme vietnamien l'a finalement emporté, il était loin de représenter la seule alternative possible dans les années de l'Entre-deux-guerres. De fait, c'est bien un Parti Communiste Indochinois (PCI) qui vit le jour en 1930. Ce dernier, au travers de la figure tutélaire de son dirigeant Ho-Chi Minh, illustre parfaitement les tensions du « grand débat indochinois ». D'un côté, Ho-Chi Minh était attiré par le terme de Vietnam, né de la résurgence d'un nationalisme Viet circonscrit à la partie Est de l'Indochine. D'un autre côté, il était contraint par la demande du Komintern de calquer les frontières de l'action révolutionnaire sur celles des territoires coloniaux. Pour de nombreux jeunes militants voyant dans le modèle de l'Union Soviétique une référence indépassable, l'idée d'une Union Indochinoise trouvant son unité dans la condition de prolétaire des travailleurs annamites dispersés dans toute la péninsule était d'ailleurs fort attirante. Le débat était donc loin d'être tranché au début des années 1950.

La voie vietnamienne ne s'imposa d'ailleurs que par défaut. Le modèle d'Union Indochinoise supposait l'accord des Laos et des Khmers d'être dilués dans un grand État. Or rien n'était moins évident. Cambodgiens et Laotiens furent parmi les premiers à féroce ment critiquer le modèle indochinois et l'alliance franco-annamite des années 1880. Marginalisés dans leur propre territoire par l'afflux de travailleurs et de fonctionnaires annamites, jugés plus « travailleurs » et « industriels » qu'eux par le colonisateur, ils entreprirent un long effort de la défense des « Indochinois de l'Ouest ». Toutefois il ne faudrait pas croire, ici

encore, que la réaction lao et khmère soit l'expression d'une identité millénaire en danger. C. Goscha montre à quel point un petit groupe de fonctionnaires français en poste au Cambodge ou au Laos ont contribué à mettre en valeur et défendre ce qu'ils identifiaient comme une culture propre à l'Ouest de l'Indochine. En outre, la diversité des statuts octroyés aux Indigènes Indochinois contribua grandement à réifier des oppositions entre « Annamites » et « Khmers » ou « Annamites » et « Laotiens ». Devenues outils de gestion politique, ces catégories jusque-là inconnues ou aux frontières mouvantes acquéraient une tangibilité nouvelle. L'impératif de « rekhmérisation » du Cambodge endossé à partir des années 1930 par un certain nombre de nationalistes de Phnom-Penh découlait ainsi largement de l'évolution politique de la péninsule indochinoise depuis 1880. Et c'est la reprise par les autorités françaises de ce nouvel agenda faisant la part belle aux particularismes locaux qui porta un coup fatal au projet indochinois. Sous Vichy, la résistance à l'occupation japonaise amena notamment les dépositaires de l'autorité coloniale à exalter nombre de « traditions ancestrales » et à soutenir les monarques locaux (Bao Dai en Annam, Sisavangvong au Laos, Sihanouk au Cambodge), exacerbant de la sorte les tensions entre les différents territoires indochinois.

Devenue contradictoire à force de vouloir unifier l'Indochine tout en valorisant l'authenticité des nations qui la composaient, la politique française finit par pousser les communistes et les nationalistes vers la voie vietnamienne. Pour autant, jusqu'au début des années 1950 et le dernier moment de l'indépendance, l'idée de communauté indochinoise n'était pas morte. Cette dernière, parce qu'elle incarnait la continuité d'un projet impérial entamé au début du XIXe siècle, fut abandonnée, à certains égards, avec autant de difficultés par les Vietnamiens que par les Français.

Histoire globale et refus de la téléologie

L'ouvrage de Christopher Goscha vaut d'abord pour l'attention qu'il porte à la complexité des interactions coloniales. Loin de figer ces dernières dans le cadre « colonisateurs-colonisés », il montre la richesse des « connexions asiatiques 'inter-coloniales' » (p. 93) mises en mouvement par l'expansion française dans la péninsule indochinoise. L'attention qu'il prête à la reconfiguration des relations vietnamo-cambodgiennes et vietnamo-laotiennes en est le meilleur exemple. Très fine, elle souligne la diversité des acteurs et des idées en place au sein de chaque groupe (vietnamien, laotien, cambodgien, français), montrant par là-même la fécondité limitée du crible national.

Si *Indochine ou Vietnam* ne mène par ailleurs pas une approche que l'on pourrait qualifier de « connectée » (rappelons que l'ouvrage original date de 1995 et qu'il fait moins de deux cent pages), il ouvre des pistes particulièrement intéressantes par les comparaisons récurrentes qu'il dresse avec la situation indonésienne. Le fil poursuivi par C. Goscha pour sortir du schéma téléologique qui conduit à tenir l'identité vietnamienne comme une réalité intangible expliquant l'échec du « modèle indochinois », est le suivant : si un Javanais a pu se penser Indonésien, pourquoi un Vietnamien n'a-t-il pas pu se penser Indochinois ? Ces comparaisons ne sont d'ailleurs pas uniquement des vues de l'esprit, des astuces d'historien pour mieux réfléchir sur les événements passés. C. Goscha les trouve, explicitement formulées, dans ses sources. Un nationaliste cambodgien écrivant sous le pseudonyme d'IK demanda ainsi en 1937 aux pouvoirs français de séparer le Cambodge de l'Indochine en justifiant sa requête par l'exemple de la Birmanie, récemment disjointe de l'Inde par les autorités britanniques. *Indochine ou Vietnam* met par là même au jour, dans un cadre évidemment restreint par son propos, un réseau de comparaisons et d'étalonnage des

techniques de gestion coloniale. Le lecteur trouve ainsi trace, dans cet ouvrage de jeunesse, du goût de son auteur pour l'histoire globale appliquée au contexte vietnamien. Paru en 1995, *Indochine ou Vietnam* peut se lire comme le prélude à la collection que codirige depuis vingt ans Christopher Goscha aux presses universitaires de Berkeley : « From Indochina to Vietnam : Revolution and War in a Global Perspective ».

Prélude, voilà qui qualifie bien cet ouvrage. Brillant dans ses démonstrations (encore qu'il manque parfois une étude de la réception des discours coloniaux faisant l'éloge de l'alliance franco-annamite pour totalement emporter l'adhésion), il laisse son lecteur quelque peu sur sa faim au moment de sa conclusion. Après un dernier long chapitre sur les contradictions de la politique française en Indochine qui permettait d'entrevoir les raisons ayant poussé les révolutionnaires à choisir le modèle vietnamien, Goscha opère en effet un dernier retournement de situation. Il exhume plusieurs éléments témoignant de la rémanence du référent indochinois dans les discours indépendantistes. Jusqu'au dernier moment, donc, les Vietnamiens ont hésité entre deux modèles. Mais alors, comment expliquer qu'« un homme d'affaire du Vietnam d'aujourd'hui se moquerait sans doute de l'idée indochinoise » (p. 57) ? Il y a là un fossé que ce petit ouvrage ne comble pas. À fuir le débat mémoriel, il n'apporte pas la réponse au problème qu'il soulève en introduction : pourquoi l'Indochine et l'Indonésie ont-elles connu des destins si différents ? La question demeure d'autant plus que C. Goscha nous montre qu'il n'y avait là rien d'inéluctable, bien au contraire. Récuser la téléologie est une chose, rendre compte d'une mémoire aveugle aux possibles non advenus en est une autre. Mais cet ouvrage n'est qu'un prélude. Le lecteur avide d'en savoir plus devra se tourner vers le reste de la bibliographie de C. Goscha. *Vietnam or Indochina*, telle est la question. *From Indochina to Vietnam*, telle est la réponse.

Publié dans laviedesidees.fr, le 4 juillet 2016

© laviedesidees.fr